

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

<p><b>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</b> Pour la Suisse, fr. 4. Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.</p>	<p><b>L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.</b></p>	<p><b>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</b> Allemagne, fr. 5»30. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6»60. — Belgique, fr. 5»30. — Espagne, 6»60. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6»10. — Italie fr. 4»80.</p>
---	---	--

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 17 AOUT 1873.

### Résolutions de l'assemblée d'Undervillier.

(Suite et fin.)

#### II. De l'organisation de la propagande dans le Jura bernois. (1)

Il importe de bien déterminer les règles communes que les sections peuvent adopter dans leur travail de propagande socialiste.

1. L'assemblée adopte les trois modes de propagande suivants, comme correspondant aux manifestations diverses du mouvement ouvrier :

Propagande de principes.

Propagande d'organisation.

Propagande d'action.

Il est indispensable que ces trois modes de propagande soient appliqués simultanément, se complétant ainsi l'un l'autre, le premier sans les deux autres aboutissant à un doctrinarisme socialiste endormeur; l'organisation sans un principe scientifiquement déterminé et sans une action suivie et conforme à son but, n'aboutissant qu'à sa propre contemplation; enfin l'action sans une organisation qui la rende efficace et un but nettement formulé, n'aboutissant qu'à la défaite, à la démoralisation.

2. La propagande de principes ne peut plus être inspirée par cet esprit de conciliation et de concessions qui a dominé dans quelques sections du Jura bernois; elle doit être en tous points conforme à l'expression générale du mouvement ouvrier; toute autre propagande serait contraire au

(1) Le terme de *Sections du Jura bernois* ne désigne pas la Fédération jurassienne toute entière, comme quelques-uns de nos amis en Italie et en Espagne semblent le croire; le Jura bernois n'est qu'un district de la Fédération jurassienne, qui comprend en outre le Jura soleurois, neuchâtelois, vaudois, français et l'Alsace, — Les sections du Jura bernois sont celles de Saint-Imier, Sonvillier, Moutier, Porrentruy et Biemme.

but que nous devons nous proposer, elle serait funeste et démoralisatrice, le socialisme ne devant pas être combiné selon le tempérament, la manière de concevoir l'histoire propre à tels individus ou à tels groupes, mais être la formule scientifique des aspirations et des besoins des classes populaires.

Deux grands principes se sont dégagés, puissants et irréfutables, du travail qui s'est opéré dans le sein du prolétariat :

En politique, le principe de l'autonomie des individus et des groupes et leur libre fédération;

En économie, le principe de la propriété collective des instruments de travail et du capital en général.

Toute propagande socialiste sérieuse et efficace ne peut désormais être basée que sur ces deux principes fondamentaux. L'assemblée se prononce en conséquence pour la propagande autonomiste-fédéraliste et collectiviste.

3. La propagande d'action doit également se soustraire radicalement à l'influence malfaisante et démoralisatrice de l'esprit conciliateur mentionné ci-dessus. L'histoire du mouvement social de notre époque est une longue et écrasante démonstration de ce fait que là où le prolétariat s'est montré conciliateur envers la bourgeoisie, il s'est condamné à l'impuissance, au suicide. La rupture complète de l'action du prolétariat avec n'importe quelle action de la bourgeoisie, la résistance dans tous les cas possibles à la domination et à l'exploitation du monde bourgeois, et finalement l'action révolutionnaire du prolétariat contre toutes les institutions qui garantissent le règne de la bourgeoisie, sont les conditions essentielles du succès dans l'œuvre d'émancipation sociale des classes ouvrières.

Les sections du Jura bernois suivront, tant dans leur propagande que dans leur action, une voie franchement révolutionnaire travailleront énergique-

ment à ce que les travailleurs jurassiens adoptent et suivent le même mode d'action.

4. Les moyens de propagande que les sections ont à leur disposition étant les suivants : propagande générale, propagande collective dans les sociétés ouvrières, et propagande individuelle, l'assemblée recommande aux sections le travail de propagande suivant :

a) Répandre le plus possible les écrits socialistes en vente dans la Fédération jurassienne et surtout le *Bulletin* de la Fédération.

b) Organiser dans les cercles d'études sociales des travaux sur les questions sociales à l'ordre du jour, rassembler les travaux présentés et y intéresser les masses des ouvriers au moyen de conférences populaires.

c) Organiser très sérieusement dans les sociétés de métiers la résistance contre le patronat.

d) Organiser dans les fédérations ouvrières des institutions par lesquelles le crédit, les subsistances, la production deviendraient, dans les limites déterminées par les conditions sociales actuelles, la propriété collective des fédérations ouvrières, sans prélèvement d'aucun bénéfice en faveur du capital engagé dans les diverses institutions.

e) Travailler à ce que toutes les corporations ouvrières rompent avec la politique bourgeoise et autoritaire et se préparent très sérieusement à l'action révolutionnaire.

f) Organiser positivement la propagande d'homme à homme, afin que les ouvriers, en entrant dans les organisations, le fassent consciemment et y apportent des convictions solides et la passion de l'action.

6. Dans le but d'arriver à organiser la propagande et à constituer des sociétés ouvrières dans les districts ou localités où aucune organisation n'existe, les sections se renseigneront mutuellement sur les éléments connus dans ces districts ou localités susceptibles d'arriver à une organisation. Le bureau de l'Union des sections internationales du district de Courtelary recueillera ces renseignements et travaillera, de concert avec les sections, à provoquer la constitution de sections régulières.

### III. De l'attitude des travailleurs jurassiens dans les questions de politique légale nationale et en présence de la politique révolutionnaire internationale suivie par le prolétariat de plusieurs pays d'Europe.

Pour bien déterminer la ligne de conduite que nous avons à suivre dans la question politique, il importe d'analyser les faits et de voir si ces faits sont oui ou non favorables à l'affranchissement du prolétariat.

La politique d'Etat est-elle capable de favoriser l'œuvre des travailleurs? — Pour résoudre cette question, nous devons l'examiner à ces deux points de vue : la politique nationale et la politique internationale.

Toute la politique nationale suivie tourne actuel-

lement autour des deux questions suivantes : la guerre à l'influence du clergé catholique infaillibiliste et la révision de la Constitution fédérale.

C'est le parti radical qui, sous différentes dénominations, s'affirme comme étant le parti du progrès et prend l'initiative d'une agitation populaire en faveur des réformes qu'il projette.

Dans la question du clergé infaillibiliste, les radicaux suisses réclament la destitution des prêtres qui acceptent et propagent le dogme de l'infaillibilité papale, pour les remplacer par des prêtres libéraux ou *vieux-catholiques*, c'est-à-dire n'acceptant et ne propageant que les dogmes primitifs du catholicisme.

La parole du Dieu libéral au lieu de celle du Dieu absolu : c'est toujours le surnaturel, la vie future, la justice d'outre-tombe, et le Dieu des libéraux ne paraît pas plus humain que le Dieu des orthodoxes et des catholiques infaillibilistes. Le Dieu libéral de Bismarck n'a pas encore affranchi les prolétaires allemands de l'exploitation bourgeoise, et nous ne voyons pas que le Dieu des radicaux suisses se mette en mesure de nous garantir, nous, prolétaires suisses, des empiètements du capital. Il n'y a au fond de cette lutte religieuse qu'une agitation superficielle, au moyen de laquelle la bourgeoisie libérale se donne le luxe d'apparaître encore au peuple comme progressiste, et en vue surtout de détourner le peuple de l'étude des questions sociales.

Le mouvement révisionniste, en présentant un caractère plus positif et plus sérieux, n'en est pas moins profondément contraire aux véritables intérêts populaires. La centralisation capitaliste et l'installation de la bourgeoisie suisse comme caste gouvernante devait logiquement se traduire en politique par une agitation en faveur de la centralisation politique, juridique, civile et militaire. En Suisse comme partout, il n'y a plus en réalité que deux intérêts en présence : celui des bourgeois capitalistes et celui des prolétaires travailleurs. Les intérêts respectifs de chaque classe sont identiques partout, de sorte qu'il est parfaitement naturel que la bourgeoisie possédant le pouvoir et la direction de l'opinion publique, travaille à ne plus avoir qu'une seule politique, une seule juridiction, un seul droit civil et une seule armée suisse. Tout ce mouvement révisionniste ne prouve qu'une seule chose, c'est que notre bourgeoisie a enfin pris conscience de ses intérêts de classe, qu'elle s'est inspirée de sa propre philosophie formulée au siècle passé par Jean-Jacques Rousseau et qu'elle a encore assez d'énergie pour l'appliquer. Aux ouvriers suisses de prendre également conscience de leurs intérêts de classe, de trouver leur propre philosophie et de se résoudre à une action capable d'aboutir à leur avènement social.

C'est là la vraie question politique, et les avantages apparents ou réels qu'apporterait une révision fédérale s'effacent devant la nécessité de résoudre, non pas les formes de la question politique, mais le fond même de cette question.

La classe ouvrière suisse, en emboitant le pas derrière la bourgeoisie radicale, dans l'espoir d'améliorer son sort par des réformes politiques, ne ferait, en définitive, si même elle réussissait à atteindre le but que lui font entrevoir de prétendus socialistes, qu'adapter à son œuvre les formes de la politique autoritaire actuelle, et loin de travailler à son émancipation, elle contribuerait à la constitution d'une nouvelle caste privilégiée et à une nouvelle forme du despotisme centraliste, au communisme autoritaire.

Nous ne devons donc rien avoir de commun avec la politique bourgeoise nationale, parce que, à quelques résultats qu'elle aboutisse, elle n'est que la consolidation du système bourgeois et par conséquent une entrave à l'émancipation du prolétariat.

Si nous examinons la politique d'Etat au point de vue international, ses résultats nous apparaissent plus désastreux encore. L'antagonisme des nationalités, les guerres de conquête, la prédominance des grands Etats centralisés, la dictature militaire en permanence, l'étouffement de l'activité populaire en sont les conséquences inévitables, déjà historiques et s'accroissant toujours davantage.

Ces considérations nous engagent à soumettre aux sections du Jura bernois la ligne de conduite politique suivante :

1. Rupture complète avec tous les partis politiques bourgeois sans exception aucune.

2. Condamnation absolue de toute transaction avec n'importe quelle organisation politique bourgeoise.

Les sections ne resteront en communauté d'action et ne pratiqueront la solidarité qu'avec les organisations purement ouvrières.

3. *L'Union démocratique Jurassienne* qui, sous le prétexte de servir les intérêts populaires, s'efforce de faire entrer les sociétés ouvrières dans la voie de la politique autoritaire et bourgeoise, sera considérée par les Sections comme un parti politique ennemi.

4. Les Sections ne reconnaissent pas d'autre politique, que la politique révolutionnaire et internationale, qui a pour but : la destruction des Etats et la constitution des Communes libres et leur libre fédération.

5. Elles ne se borneront pas à propager l'idée révolutionnaire formulée ci-dessus ; elle s'efforceront d'en préparer l'application en imprimant à toute l'action des sociétés ouvrières un caractère absolument hostile à l'ordre de choses actuel et en fortifiant leur organisation de manière à ce qu'elles deviennent une véritable puissance révolutionnaire.

Elles reconnaissent que le Prolétariat parisien, en se soulevant le 18 mars 1871 pour revendiquer l'autonomie communale, et le prolétariat espagnol en combattant aujourd'hui pour la même idée, ont ouvert au Prolétariat la voie de la seule politique qui puisse l'émanciper de la domination et de l'exploitation du monde bourgeois.

#### IV. Pacte de Solidarité entre les Sections du Jura Bernois.

1. Les Résolutions prises à l'assemblée du 3 août 1873 à Undervillier seront soumises à une délibération dans les sections du Jura Bernois.

2. Les sections qui les adopteront prennent, par le fait de leur adhésion, l'engagement solennel de les propager et de les appliquer dans la mesure du possible.

3. Par l'expression : *Dans la mesure du possible*, il est bien entendu que, si les Sections conservent la liberté d'action relativement à l'application possible des résolutions, elles ne pourront dévier des principes fondamentaux des résolutions, qu'en se mettant en dehors du pacte d'action solidaire.

4. Si toutes les sections refusaient d'accepter les résolutions ci-dessus mentionnées, elles auraient à faire au bureau de l'Union des sections internationales du Vallon de St-Imier de nouvelles propositions pour une nouvelle assemblée des sections, en vue d'établir une entente.

---

### Nouvelles de l'Extérieur.

---

#### France.

Paris, 7 août 1873. (Corresp. part. du *Bulletin*.) — Puisque vous entrez dans cette période de lutte qui réclame la connaissance exacte des progrès de l'organisation prolétarienne, comme le dit votre correspondant belge, permettez-moi de vous donner quelques détails sur l'esprit des ouvriers parisiens et sur leur organisation actuelle.

Vous savez que depuis 1871, les efforts de ceux qui désirent l'affranchissement du travail avaient dû se borner à Paris à la reconstitution des chambres syndicales ouvrières, toute organisation internationale étant devenue à peu près impossible en raison des lois répressives qui couronnent si bien l'édifice réactionnaire et bourgeois. Cette reconstitution se faisait très mollement, quand l'exposition de Vienne et la souscription ouverte par le journal le *Corsaire* vinrent en accélérer la marche en réclamant de toutes les corporations formées ou non en syndicat une délégation ayant pour mission de prendre les mesures nécessaires au succès de l'entreprise.

Le gouvernement du 24 mai faillit tout mettre à néant en interdisant la réunion des assemblées générales ouvrières et des commissions qui, divisées en commissions exécutive, de contrôle, et de travail, s'étaient réparti la besogne. Cette dernière commission, composée de délégués corporatifs à raison d'un membre par corporation, eut pour mission de procéder au classement des industries, de fixer le chiffre des délégués rapporteurs et de dresser un questionnaire général, industriel et économique, auquel les délégués de Vienne auraient à répondre dans leur rapport.

La suppression du *Corsaire* qui, du reste, n'est pas un journal socialiste, comme bien vous savez, mais dont la rédaction cherche à se faire une popularité parmi les ouvriers parisiens et accueille volontiers les communications ouvrières, vint augmenter l'embarras.

Il fallait pourtant répartir les 70,000 fr. souscrits et assurer une délégation. On y suffit, ne le pouvant faire autrement, en faisant désigner, soit par la corporation,

soit par l'atelier, le délégué qui devait représenter telle branche de l'industrie parisienne et remplir le questionnaire remis par la corporation. Ces délégués sont maintenant à Vienne; dix autres partis de la province et trente de Lyon doivent y rejoindre la délégation parisienne.

Voilà à quoi nous en sommes aujourd'hui, et si j'insiste sur les détails de cette entreprise, c'est qu'ils témoignent qu'en dépit des difficultés légales qu'oppose à chaque instant un gouvernement qui peut se passer de légalité, les ouvriers parisiens ont réussi à se grouper et à choisir plus ou moins régulièrement parmi eux une représentation qui, je l'espère, servira de point de départ à la fédération des métiers.

Il est intéressant de noter que presque tous ceux qui par leur présence et surtout par leurs discours, concourent à cette réorganisation, sont les partisans d'un régime démocratique à la Gambetta bien plus que d'une organisation socialiste comme nous la comprenons; mais ils n'en servent pas moins, malgré eux, la cause socialiste en aidant à la réorganisation du prolétariat qui tôt ou tard sera vivifié par l'esprit de l'Internationale. Les faits et l'avenir se chargeront bien de la conversion des plus naïfs.

### Espagne.

Lestélégrammes mensongers publiés par les journaux bourgeois nous avaient trompés au début sur le caractère de l'insurrection de diverses villes espagnoles, en attribuant à l'Internationale des mouvements qui étaient le fait des *intransigents*, parti purement politique et militaire, hostile à l'Internationale. La correspondance ci-dessous, que nous recevons d'un international de Madrid, rétablit les faits dans leur véritable jour :

Madrid, 4 août 1873.

A en juger par l'exagération et la fausseté des nouvelles que la presse bourgeoise répand chaque jour, on voit clairement que sa principale mission est d'égarer l'opinion publique. Effrayée du développement de nos principes et de notre organisation, sa préoccupation paraît d'être d'exciter les *honnêtes gens* à nous livrer bataille avant que nos progrès croissants aient enlevé complètement toutes chances de succès à la réaction. Aussi met-elle tout en jeu pour stimuler le courage et l'activité de nos adversaires; aux uns ce sont les « millions » de nos caisses qu'elle met sous les yeux, millions qui, en assurant le succès des grèves suscitées par notre Association, doivent amener la ruine certaine des capitalistes; aux autres c'est le tableau de nos cruautés qu'elle présente, c'est le spectacle plein d'horreur de nos crimes, c'est le cadre de nos épouvantables projets, qui ne doivent laisser au « *vecino honrado* » comme on appelle ici le bourgeois, d'autre alternative que de périr indubitablement un jour dans les flammes d'un bain de pétrole, ou de risquer sa vie en nous attaquant avant que nos forces deviennent plus redoutables.

Mais ces stupides mensonges produisent un effet précisément contraire à celui que se proposent nos ennemis. En se cachant à eux-mêmes notre jeu, ils n'aboutissent qu'à perdre toute conscience de leur véritable situation, et en même temps toute assurance. Il faut aussi, du reste, faire la part de leur frayeur qui partout leur fait voir des spectres. Quoiqu'il en soit, tout ceci est la preuve manifeste de l'état de trouble moral dans lequel se trouve la bourgeoisie. C'est le symptôme de sa fin prochaine autant par sa propre décomposition, que par le choc mortel que se prépare à lui donner le prolétariat.

En publiant dans le *Bulletin* des 20 et 27 Juillet des nouvelles empruntées à cette source, vous ne pouviez manquer de vous faire l'écho de quelques inexactitudes,

de vous former une opinion erronée sur les événements actuels d'Espagne. Voici, en peu de mots, quelle est la participation de notre Association dans ces événements.

Sur deux points seulement l'Internationale y a pris une part active. C'est à Alcoy et à San Lucar de Barrameda (près Cadix). A Alcoy, les ouvriers de tous les corps de métier s'étaient déclarés en grève. Ils demandaient une augmentation de salaire, et la fixation de la journée de travail à 8 heures. Les sections avaient en outre pris l'engagement de ne pas recommencer le travail avant que toutes sans exception eussent obtenu intégralement ce qu'elles exigeaient.

La grève suivait son cours pacifique, lorsque l'autorité, représentée par l'alcade, qui de sa propre initiative avait donné l'assurance aux travailleurs de sa neutralité sympathique, convoqua les fabricants, les engagea à s'armer, et provoqua elle-même un conflit par une affiche insultante pour les travailleurs. L'alcade comptait sur le concours de 300 ouvriers non adhérents à l'Internationale, et membres du Cercle catholique de l'endroit.

En présence de cette attitude, les travailleurs exigèrent la démission de l'alcade et du Conseil municipal. Les membres de l'Association qui avaient des armes (ils étaient à peine une centaine) voyant que la commission chargée de manifester leurs exigences risquait d'être détenue par l'autorité, se portèrent en masse sur la place de l'Hôtel-de-Ville. On laissa sortir les délégués ouvriers, mais à peine avaient-ils les pieds dehors, que de l'Hôtel-de-Ville même on commença brutalement et sans autre explication le feu contre les travailleurs surpris et étonnés de cette brusque agression. Ce fut le signal du combat.

Immédiatement la lutte commença. Dépourvus en grande majorité d'armes, les travailleurs réquisitionnèrent toutes celles que les bourgeois avaient en leur possession. Ils purent réunir ainsi un millier de fusils de tout système et de tout calibre. Les principaux bourgeois furent arrêtés comme otages. On ordonna en même temps que les portes de toutes les maisons particulières fussent laissées ouvertes. Quelques-unes, malgré cet ordre, restèrent fermées et de ces maisons partirent quelques coups de feu contre les travailleurs. Le pétrole en eut bientôt raison.

Ces mesures prises on se disposa à attaquer l'Hôtel-de-Ville où s'étaient barricadés le maire avec quelques fabricants, et la police et la gendarmerie de l'endroit. Ils faisaient de là un feu nourri sur le peuple. Après deux jours de lutte, les assiégeants, à défaut de canon, se servirent du feu pour ouvrir une brèche dans l'ilot de maisons contiguës à l'Hôtel-de-Ville et qu'avaient occupées les assiégés. C'est de cette façon que le peuple put pénétrer dans la Mairie, que les flammes respectèrent, et se rendre maître de ses défenseurs. Quelques-uns d'entre eux seulement, entr'autres le maire Albors, ayant fait une dernière fois usage de leurs armes contre les travailleurs, furent tués sur place.

Le gouvernement cependant avait envoyé une armée de 6000 hommes aux ordres du général Velarde contre les insurgés. Ceux-ci, la plupart sans moyens de défense (sur 5000, un millier seulement, comme nous l'avons dit, étaient armés), durent faire face au nouvel ennemi. Les otages s'offrirent alors à une médiation. Le gouverneur d'Alicante promit, de la part du gouvernement, qu'il ne serait exercé aucune poursuite contre les insurgés, et la bourgeoisie s'engagea à céder à toutes les exigences formulées par les travailleurs relativement à la grève, et à payer en outre leur journée à tous les ouvriers, comme s'ils avaient travaillé, pendant tout le temps de la grève et des événements. Ces conditions furent acceptées. Les promesses de la bourgeoisie ont été jusqu'ici observées. Quant à celles de l'autorité, s'il est vrai qu'elle n'ait fait aucune arrestation à Alcoy, il paraît cependant

Supplément au N° 19.

qu'elle a lancé des mandats d'amener contre quelques membres de la Commission fédérale. Le Conseil municipal d'Alcoy a, en outre, été remplacé par une commission composée de bourgeois et d'ouvriers, et la police supprimée et confiée à des patrouilles de travailleurs. Tels sont les événements d'Alcoy.

Ceux de San Lucar de Barrameda ont à peu près le même caractère local. Dès les premiers jours de la proclamation de la République, cette fédération ouvrière, repoussant tout compromis avec le parti républicain qui lui faisait des avances, avait proclamé l'autonomie de la Commune, et s'était emparée de l'Hôtel-de-Ville, où elle régna en maître absolu pendant quelques jours. Puis, après quelques actes de justice accomplis par les travailleurs, après avoir manifesté sa force, elle abandonna le pouvoir, et y réinstalla elle-même l'ancien Conseil municipal. Celui-ci, appuyé par la force publique, pénétra un jour dans le local de l'Internationale et en chassa les membres. L'Internationale se souleva, chassa de nouveau les autorités et conserva cette fois le poste qu'elles occupaient, poste qu'elle vint de nouveau d'abandonner en présence de la colonne de troupes envoyée par le gouvernement, ne jugeant pas à propos d'engager une lutte dont le résultat ne peut encore être le triomphe de la révolution sociale.

Voilà les deux seules fédérations internationales qui aient tenté pour leur propre compte un mouvement contre l'ordre de choses établi. Partout ailleurs, à Carthagène, à Valence, à Séville, à Grenade, etc., l'insurrection a été l'œuvre, non des ouvriers socialistes, mais de chefs militaires ou politiques qui ont cherché à exploiter dans un but d'ambition personnelle, l'idée de l'autonomie du canton ou du municiple. La circulaire adressée aux puissances étrangères par le général Contreras, et le fait que les insurgés de Carthagène ont prétendu constituer un gouvernement officiel en opposition à celui de Madrid, peuvent vous faire juger de la portée de cette levée de boucliers. Les insurrections provinciales, je le répète, n'ont pas été faites par l'Internationale; en beaucoup d'endroits même, elles ont été faites contre elle, et les chefs du mouvement se sont montrés aussi hostiles au socialisme que le sont les gouvernants de Madrid. C'est ce qui a eu lieu entr'autres à Carthagène (canton de Murcie.)

Dans quelques localités cependant, les ouvriers internationaux, bien que n'ayant pas pris l'initiative du mouvement cantonaliste, ont cru devoir l'appuyer. A Valence, par exemple, les choses se sont passées ainsi. Dans cette ville, le gouvernement de Madrid avait fait arrêter plusieurs membres de notre Association. La révolte contre le pouvoir central devant avoir pour résultat, si elle était victorieuse, la cessation de ces persécutions, la nombreuse fédération de Valence s'est jetée avec ardeur dans le mouvement; et il paraît même que les intransigents, qui avaient d'abord été à la tête de l'insurrection, s'étant retirés lorsque la situation devint difficile, ce fut l'Internationale qui resta seule maîtresse du terrain. Les ouvriers de Valence ont déjà repoussé à deux reprises l'armée du général Martinez Campos; je ne sais s'ils réussiront à se défendre encore bien longtemps (1).

Bien que, comme je viens de vous le dire, les intransigents n'aient rien de commun avec les internationaux et leur aient même montré de l'hostilité, notre presse bourgeoise affecte à dessein de les confondre et d'attribuer à l'Internationale tout ce qui se passe. Ne vous laissez pas prendre à ce langage, et ne croyez pas que les Contreras, les Pierrad et autres généraux intransigents soient des socialistes. Les internationaux, jusqu'à présent, se sont tenus sur la réserve, et n'ont pas

(1) Dès lors les troupes du gouvernement sont entrées à Valence.

franchi le pas qui sépare la théorie de la pratique. Il eût été désirable sans doute qu'ils se fussent montrés plus empressés à profiter des occasions qui se sont offertes; mais ce qui ne s'est pas fait pourra se faire encore. La révolution espagnole ne fait que de commencer; la défaite des intransigents n'est qu'une étape, et loin d'être un malheur pour nous, elle nous sera plutôt profitable, en déblayant le terrain d'un parti intermédiaire qui aurait pu, s'il avait gardé sa force, faire dévier la révolution.

Nous traduisons d'une autre correspondance qui nous est envoyée par un des insurgés d'Alcoy, les lignes suivantes :

« Le mouvement cantonaliste ayant échoué et les bourgeois se figurant que notre Association en a été l'âme, il est très probable que les persécutions contre l'Internationale vont prendre un caractère d'acharnement croissant.

Ce sont, comme vous le savez sans doute, les républicains intransigents qui ont pris l'initiative du mouvement cantonaliste; mais dans quelques villes, entre autres à Valence, à Grenade, à Malaga, à Séville, il paraît que les internationaux y ont pris une part active. Nous ne pouvons cependant pas l'affirmer avec certitude, parce que nous manquons jusqu'à présent de nouvelles directes de ces localités depuis les derniers événements. Tout ce que nous savons d'une manière certaine, c'est qu'à Séville, les seuls qui se soient battus et battus comme des lions, sont une troupe d'environ 200 internationaux. Nous attendons des renseignements véridiques pour nous former un jugement exact sur tous ces faits, et d'ici là, nous vous engageons à vous défier des nouvelles données par les journaux bourgeois, qui sont les unes complètement fausses, les autres exagérées ou dénaturées.

Il me reste à vous dire que la participation des internationaux dans le mouvement cantonaliste a été complètement spontanée et sans aucune entente préalable; voilà comment il s'est fait que, pendant que les uns se battaient, les autres se croisaient les bras.

Je ne crois pas que rien soit perdu. Au contraire, nos espérances sont plus grandes que jamais. L'idée révolutionnaire fait chaque jour de nouveaux progrès, et ce qui vient de se passer nous servira d'enseignement pour fortifier notre organisation et nous préparer mieux à la prochaine lutte. »

Nous avons reçu les premiers numéros d'un nouvel organe de l'Internationale en Espagne, *el Orden* (l'Ordre), qui se publie à Cordoue. Nous lui souhaitons cordialement la bienvenue.

### Portugal.

La section internationale de Lisbonne nous a fait parvenir un document signé des membres de son bureau, par lequel les internationaux portugais se déclarent complètement solidaires des internationaux espagnols, et en particulier des actes de l'Internationale à Alcoy.

### Italie.

Nous avons reçu, trop tard pour l'insérer dans ce numéro, une correspondance d'Italie. Nous la publierons dimanche prochain.

## Nouvelle-Calédonie.

(Fin de la correspondance.)

Nous sommes tenus de répondre à un appel par semaine, sous peine d'être privés de vivres jusqu'à l'appel suivant. C'est ce qui est arrivé une fois à M.

Sauf cette formalité, et en ne passant pas les limites, nous sommes libres dans la partie de la presqu'île qui nous est réservée. Des concessions de terrain sont accordées, les gourbis commencent à s'élever, l'endroit où nous sommes ressemble déjà à un petit village, tant on a hâte de quitter les barraques et les tentes.

Tout est excessivement cher; les mercantiles nous volent le plus qu'ils peuvent. Tout se paie le double et le triple des prix de France, nous avons un vin exécrable pour 1 fr. 25 le litre; le tabac seul n'est pas cher (fr. 5 le kilo). — Les deux tiers travaillent pour le génie ou pour l'administration. Ceux du génie sont aux pièces, ils gagnent de 1 à 2 fr. par jour; ceux de l'administration gagnent 1 fr. 20, 1 fr. 40 ou 1 fr. 60, maximum que l'on ne peut dépasser. Les piqueurs ont 2 fr. et reçoivent en supplément 45 centilitres de vin.

Les femmes que l'on veut, dit-on, envoyer à la Nouvelle-Calédonie, ne sont probablement pas pour nous. Il est débarqué dernièrement des colons Alsaciens-Lorrains, qui ont opté pour la nationalité française (ceci ressemble passablement à une déportation déguisée). Ces femmes que l'on veut envoyer sont sans doute pour eux. Aucune femme de déporté n'est encore venue rejoindre son mari.

Pour notre cuisine, il faut aller chercher du bois dans une petite forêt qui est à l'extrémité de la presqu'île, il faut plus de 2 heures pour aller et venir, et grimper les montagnes avec la charge sur le dos.

On nous a imposé un aumônier; le pauvre homme ne fait pas ses frais. Sept de nos camarades sont morts. Tous les 7 l'ont repoussé, et ont été enterrés civilement; l'aumônier va sans doute nous quitter en nous vouant à tous les feux de l'enfer.

Voilà pour le côté matériel; dans un mois tu recevras une autre lettre où je t'instruirai du côté moral qui n'est guère plus brillant...

## Correspondance.

Nous recevons la lettre ci-dessous :

Delémont, 11 août 1873.

A la rédaction du *Bulletin*.

Citoyens,

Dans le dernier N° du *Bulletin*, vous prétendez à tort que le sieur Germain Casse était sous-secrétaire du citoyen Paschal Grousset. Comme c'est moi, Robert Caze, qui occupai ces fonctions, vous avez pu faire erreur grâce à une synonymie assez étrange.

Quoiqu'il en soit je n'ai jamais *quemandé* mon emploi; Grousset m'avait appelé auprès de lui. J'ai servi la cause comme tant d'autres, voilà tout.

Je vous serais fort obligé de rectifier cette erreur dans votre prochain numéro.

Salut et égalité.

ROBERT CAZE.

Nous avons communiqué cette réclamation à l'auteur de l'article en question, et voici la réponse qu'il nous envoie :

« N'ayant pas l'honneur de connaître le signataire de la lettre ci-dessus, il va sans dire que rien de ce que nous avons dit de Germain Casse ne le peut concerner.

Quant à l'emploi de sous-secrétaire de Paschal Grousset sous la Commune, l'auteur de l'article du 10 août a des raisons toutes personnelles d'affirmer que cet office fut également rempli par Germain Casse auprès du délégué aux affaires étrangères. »

Notre dernier numéro n'ayant été qu'imparfaitement relu avant l'impression, il y est resté plusieurs fautes dont nous corrigeons ici les deux principales :

Dans l'article sur l'assemblée d'Undervillier, page 2, première colonne, ligne 36, au lieu de *libre contact*, lisez *libre contrat*.

Page 4, avant-dernière ligne, au lieu de *Conseil général*, lisez *Congrès général*.